

Le Burundi envisage un taux de croissance de 6% pour son agriculture

Source Xinhua Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Elevage a lancé mardi les Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA), dont l'objectif est de faire bénéficier l'agriculture d'un taux de croissance annuelle de 6% en 2017, contre 2,6% d'aujourd'hui. Un certain nombre de défis doivent être relevés pour y parvenir, si l'on s'en tient au Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) dont sont issus ces plans provinciaux.

Il s'agit du recours intégral aux bonnes pratiques de protection des ressources en terres et en eaux grâce à l'adoption de l'approche « Bassins versants » qui concerne 500 000 Ha. Ensuite, c'est le recours généralisé aux meilleures pratiques de gestion de l'exploitation agricole qu'il faudra transformer progressivement l'agriculture de subsistance actuelle en une agriculture familiale organisée et orientée vers une agriculture commerciale. Le troisième défi concerne un recours plus important aux intrants. Il s'agira d'assurer aux agriculteurs l'accès aux intrants divers en organisant la recherche, la production de semences et plants et l'accès aux services financiers ruraux. L'autre défi est l'utilisation accrue des ressources en eau pour la production agricole dans un pays avec un potentiel important de terres irrigables mais où moins de 10% des superficies sont irriguées. Un schéma directeur d'aménagement et de mise en valeur des marais élaboré en 1996 avec l'appui de la FAO sera actualisé au cours de cette année. Le cinquième défi pour atteindre un taux de 6% est relatif à la mise en œuvre de l'approche filière pour de nombreux produits et une rationalisation des filières de rente qui permet de valoriser les productions. Le sixième et dernier défi concerne la résolution des problèmes fonciers pour une exploitation rationnelle des terres. Au Burundi, l'agriculture est pratiquée d'une façon rudimentaire par 1,2 millions de familles rurales (90% des ménages) sur de très petites exploitations, dont la taille moyenne se situe autour de 0,5 hectares et sa contribution au PIB se situe entre 20 et 50%.